

Zeitschrift: Ingénieurs et architectes suisses
Band: 114 (1988)
Heft: 14

Artikel: L'image de l'ingénieur dans la société
Autor: Eggly, Jacques-Simon
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-76823>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

comptabilité, de la promotion, des questions juridiques et commerciales qu'à celui, principal, du technique, que l'on parle de réalisation ou d'encadrement.

Les membres du bureau et des équipes techniques et commerciales sont recrutés parmi les chefs de projets de l'année précédente. Quant aux étudiants, si nous sommes fiers d'en compter quelque deux cents sur notre liste de demandes de projet à la Junior Entreprise, force nous est de constater que nous sommes encore incapables de faire face à cette rapide progression puisque nous ne pouvons satisfaire que quelque trente-cinq demandes par année, correspondant au nombre de mandats que nous confient nos clients.

Possibilités de formation

Du fait de la structure même de la Junior Entreprise, chaque étudiant qui y adhère a le choix de s'orienter dans la voie qu'il souhaite et de compléter sa formation comme il l'entend : à lui de choisir l'équipe dans laquelle il voudra s'intégrer eu égard aux connaissances qu'il désire acquérir.

Il a même la possibilité de travailler avec notre homologue de l'école des HEC, dans le cadre d'Ingécom, qui est une véritable synergie entre ingénieurs et cadres commerciaux.

Impact auprès des employeurs

Nombreux sont ceux qui trouvent l'enseignement EPFL trop théorique, comparé à celui que reçoivent les ingénieurs ETS, par exemple.

Cette affirmation n'est que partiellement exacte. En effet, à l'EPFL, dans le cadre technique des projets de semestre auquel est astreint tout étudiant, la pratique est abordée. Mais au mépris total de toutes contraintes autres que celle de la note obtenue : ni dimensionnement, ni délais, ni négociations, ni « feed-back ».

L'impact auprès des employeurs, nous pouvons le mesurer tant grâce aux anciens membres du bureau que grâce aux chefs de projets entrés dans l'industrie, avec qui nous restons en relation : le bilan est très positif dans les deux cas.

Une entreprise ne peut que se féliciter de recruter un collaborateur qui, pen-

dant ses études, aura fait preuve d'audace, de disponibilité, de sens des responsabilités et de motivation.

Conclusion

Vous le constatez : rien de vraiment nouveau n'a été fait avec la création de la Junior Entreprise. Mais c'est une institution qui permet de toucher du doigt certains aspects qui sont ceux de la carrière d'un ingénieur, lorsque celui-ci sort d'une de nos hautes écoles.

Je conclurai par une question qui m'a été posée à Computer 87, où nous avions un stand : « Pourquoi n'est-il pas obligatoire, pour obtenir son diplôme, d'avoir fait un stage à la Junior Entreprise de l'EPFL ? »

Je n'ai pas pu répondre.

Adresse de l'auteur :

Alexandre de Planta
Président de Junior Entreprise EPFL
Case postale 8
1015 Lausanne

L'image de l'ingénieur dans la société

Depuis quelque temps, les milieux le plus directement concernés se préoccupent de l'image plutôt défavorable

PAR JACQUES-SIMON EGGLY,
GENÈVE

de l'ingénieur dans l'opinion suisse, et c'est un bien. Les raisons de cette image, plus défavorable chez nous que, par exemple, en France voisine, ont été expliquées par des observateurs avertis. Je pense notamment à l'article de M^{me} Miriam de Senarclens, paru en juillet dernier dans la publication de l'Union centrale des associations patronales. Les ingénieurs seraient considérés comme repliés sur leur technique, sans souci de situer leur activité par rapport à l'ensemble de la vie sociale, sans désir de communiquer, à propos de leur travail, avec tout un chacun. Sur ce point, ils seraient donc différents des avocats, des médecins, des banquiers, des commerçants, des assureurs, tous en contact direct avec leur clientèle, tous – les médecins un peu moins aujourd'hui – symboles de la prospérité helvétique.

Persuasion de l'opinion et consensus populaire

Et c'est là en effet que la Suisse se singularise peut-être, dans la période actuelle. Sa prospérité la plus visible semble intimement liée au tertiaire. On semble oublier que la base de cette prospérité fut l'engagement et la qualité dans l'industrie, l'exploitation des voies de communication européennes dont nous étions les garants ; de l'industrie des machines à l'horlogerie, en passant par la chimie et en empruntant le tunnel du Saint-Gothard, la prospérité découlait largement de la science et de la technique de pointe. D'autres ont dit, ou diront, bien mieux que moi quels dangers court la Suisse si elle ne tient plus son rang de tête dans la technologie avancée, et cela aussi en ce qui concerne l'amélioration des prestations de services, prestations de banques et autres. Mais on ne saurait, en Suisse, imaginer un seul effort qui n'implique pas la persuasion de l'opinion et un consensus populaire suffisant. Ainsi le veut notre démocratie. Grandeur et servitude de ce qui nous

est le plus propre et le plus précieux et que nous ne saurions brader, même sur l'autel de l'Europe. Et c'est bien là l'épreuve de notre démocratie : que se dégagent ou ne se dégagent pas des choix essentiels en matière de politique énergétique par exemple. C'est aussi moyennant une compréhension et un soutien populaires suffisants que les efforts financiers, publics et privés, pour la recherche seront intensifiés, que la formation scolaire et professionnelle sera gardée ou plutôt, dirai-je, ramenée au niveau qui convient.

Porteurs des chances et des doutes du modernisme

Les Suisses sont actuellement travaillés par de grandes questions de société. Ils n'imaginent guère, pour la plupart, un abaissement de leur niveau de vie. Mais sans établir le lien, pourtant évident, ils ont des doutes sur la technique et sur l'industrie. Tchernobyl, Schweizerhalle, renonciation à Kaiser-augst, autant de signes d'une peur, d'une méfiance envers l'évolution moderne. C'est même l'économie en général qui est suspectée et l'on doit relever, sans du tout mettre tout le monde dans le même sac, certaines convergences de réflexes entre des écologistes et des nationalistes. Les sociétés, comme les hommes, vivent dans des contradictions. Dans une

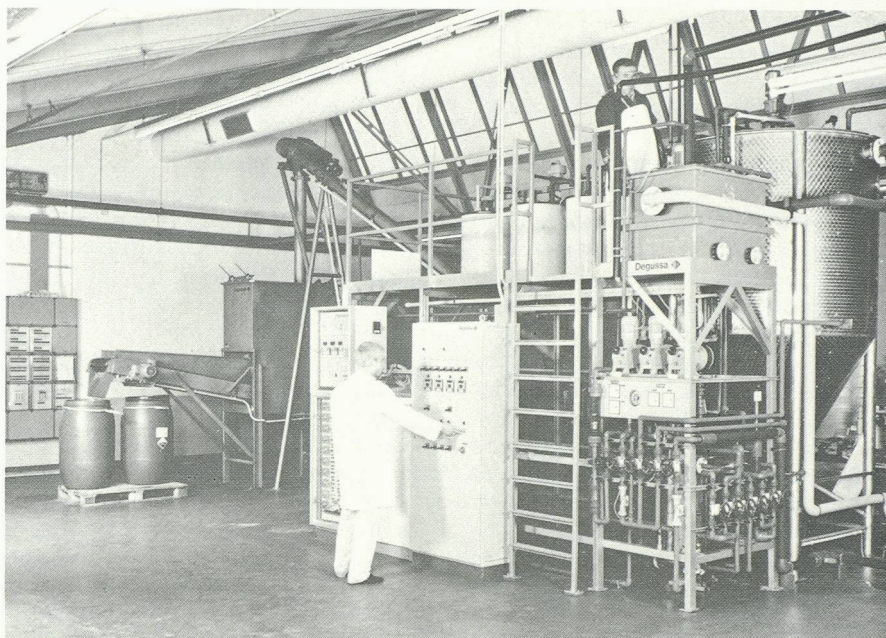
démocratie directe, cela se voit, cela pourrait se payer cher. Les ingénieurs vivent donc cette difficulté d'être dans la faille entre ces contradictions, cette difficulté d'être à la fois porteurs des chances et des doutes du modernisme. Remarquez que tout n'est pas faux dans ces doutes. Science sans conscience n'est que ruine de l'âme, disait déjà Rabelais. Il faut s'interroger sur la finalité de la technique, de la science, de la recherche, qui seraient paralysées, si elles devaient être mises sous tutelle, planifiées, bureaucratisées. Il leur faut l'espace de la liberté, source de créativité, de dynamisme, de souplesse et de faculté d'adaptation aux besoins. Mais une certaine mise en cause, une certaine pression psychologique, politique, morale, dirai-je même, peut être salutaire. Ainsi les nécessités et les pressions d'ordre écologique stimulent la recherche de la technique et tout un créneau se découvre, où les entreprises suisses pourraient exceller, dans la grande tradition du savoir-faire, de l'amélioration constante des procédés, de la quête du meilleur rendement au moindre gaspillage. Comme, en judo, on peut convertir en avantage la poussée apparemment adverse. Aux hommes et aux femmes compétents, aux ingénieurs donc notamment, et à ceux qui les emploient, de pousser à fond cette prise de conscience morale, politique et sociale autant que scientifique, afin de situer leurs efforts, leurs actions en relation avec l'ensemble des attentes de la société, afin d'attester du caractère bienfaisant de la technique, là même où se manifestent les inquiétudes et les doutes. Pour réconcilier d'une certaine façon l'humanisme et la technique.

Ne pas éteindre le dynamisme

Ma première conclusion sera donc celle-ci : les ingénieurs, en ne perdant rien de leur motivation, bien au contraire, doivent être réellement en meilleure correspondance avec le pouls de la société. Mais le caractère bénéfique de la résistance a ses limites. Il est clair qu'un climat psychologique trop méfiant, voire simplement indifférent à l'égard de la technique, ne pourrait qu'accentuer le fossé et assécher la créativité, éteindre le dynamisme, avec les conséquences graves que l'on pourrait imaginer.

Un engagement direct devant l'opinion

Ma deuxième conclusion, à l'adresse des ingénieurs, sera donc pour les inviter à descendre davantage, non pas dans la rue, si je puis m'exprimer ainsi,



mais là où l'on parle, là où ont lieu les discussions. Plus conscients des relations entre vos activités et les attentes fondées de la société, expliquez mieux ce que vous faites, la portée de vos efforts, leur importance pour l'avenir, leur bien-fondé du point de vue de l'intérêt général. Conférences, débats, articles, certainement, mais aussi engagement direct devant l'opinion par vos associations, dans le cadre des grandes écoles, comme aujourd'hui, de toutes les manières qui s'offrent. Et puis n'oubliez pas la politique. Il faudrait d'ailleurs que quelques-uns d'entre vous s'y intéressent de près, s'engagent dans les partis, apportent très directement la réflexion politique, la sensibilité, qui concourent à ce retour de confiance dans la technique, pour résoudre maints problèmes de notre société, et concourent à ce que le blocage des décisions, qui peut être lourd de conséquences, ne devienne pas la règle dans notre démocratie. Engagez-vous au nom de ce que vous êtes, dans ce grand remue-ménage démocratique où se dessinent, tant bien que mal, les lignes de force pour l'avenir.

La démocratie est lourde à manier, mais c'est le régime le moins mauvais, comme disait Churchill. Nul n'a le droit de ne plus lui faire confiance. Chacun a le devoir, à sa place, de se plonger dans le débat démocratique, pour y apporter sa conscience, sa conviction et ses connaissances.

Une anecdote : à Genève, on parle beaucoup de traversée de la Rade. J'étais sceptique. A une séance au sein de mon parti, j'ai écouté un architecte, qui a repris toute l'histoire du développement de Genève au milieu de ses obstacles naturels, pour arriver, au terme de son raisonnement, à la nécessité de boucler la ceinture autour de Genève, et notamment par la traversée

de la Rade. Il m'a convaincu. Et il m'a semblé pouvoir convaincre beaucoup de citoyens.

Un préjugé de confiance fondamental

Je ne voudrais pas terminer en ayant l'air de faire la leçon aux ingénieurs. D'ailleurs, ma dernière conclusion sera à ma propre adresse, à moi qui suis à la fois un journaliste et un homme politique, c'est-à-dire un relais dans la communication. Je crois qu'il est du devoir des informateurs, des responsables politiques de faire eux aussi d'abord l'effort de comprendre les enjeux, l'essentiel des possibilités offertes par la technique, de s'y intéresser, non pas avec complaisance et sans esprit critique, mais avec un préjugé de confiance fondamental. Il faut que la politique sache résister à ce que la méfiance pourrait avoir de facile, de mode, d'électoral, et qu'elle valorise, soutienne, accompagne une évolution technique dont l'opinion publique doit être persuadée qu'elle est nécessaire, possible, bienfaisante et qu'elle peut s'inscrire dans le cadre d'une évolution harmonieuse de la société.

Nous voici ensemble dans une phase un peu délicate, mais je crois qu'entre gens d'ouverture et de résolution, nous pourrions la franchir sans casse, sans rupture, et concourir ainsi à la pérennité de notre pays.

Adresse de l'auteur :
Jacques-Simon Eggly
Conseiller national
« Journal de Genève »
5-7, rue du Général-Dufour
1204 Genève